

**Politique étrangère - Union
européenne - Investissement -
Terrorisme - Immigration -Extraits
du discours de M. Emmanuel
Macron, président de la
République, devant le Parlement
réuni en congrès
(Versailles, 09 juillet 2018)**

Monsieur le Président du Congrès,

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Je n'ai rien oublié et vous non plus du choix que la France a fait il y a une année : d'un côté, toutes les tentations de la fermeture et du repli, de l'autre, la promesse républicaine ; d'un côté, tous les mirages du retour en arrière, de l'autre, les yeux ouverts, le réalisme et l'espérance assumée. Et je n'ai rien oublié des peurs, des colères accumulées pendant des années, qui ont conduit notre pays à ce choix. Elles ne disparaissent pas en un jour, elles n'ont pas disparu en une année. (...)

Je n'ai rien oublié de ces colères, de ces peurs, rien. Peur aussi de l'autre, des grands changements, du fracas du monde : les tensions avec l'Iran, la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis, les divisions de l'Europe. Je n'ai pas oublié, je n'oublie pas et je n'oublierai pas. C'est pourquoi je suis devant vous, dans ce rendez-vous que j'ai voulu annuel, humble mais résolu, porteur d'une mission dont je n'oublie à aucun moment qu'elle engage le destin de chaque Française, de chaque Français et donc le destin national.

J'ai dit humble mais résolu, et je veux vous faire une confidence : il y a une chose que tout président de la République sait, il sait qu'il ne peut pas tout, il sait qu'il ne réussira pas tout. Et je vous le confirme, je sais que je ne peux pas tout, je sais que je ne réussis pas tout. Mais mon devoir est de ne jamais m'y résoudre et de mener inlassablement ce combat. Tout président de

la République connaît le doute, bien sûr, et je ne fais pas exception à la règle mais j'ai le devoir de ne pas laisser le doute détourner ma pensée et ma volonté. C'est une fonction qui, si l'on est réaliste, porte à l'humilité ô combien, mais à l'humilité pour soi, pas à l'humilité pour la France. Pour la France et pour sa mission, le président de la République a le devoir de viser haut et je n'ai pas l'intention de manquer à ce devoir.

De ce destin national, nous sommes, vous comme parlementaires, le gouvernement sous l'autorité du Premier ministre, moi comme président, conjointement chargés. Vous êtes la représentation nationale. C'est une grande tâche que de représenter le peuple souverain, pas seulement un peuple de producteurs et de consommateurs animés d'attentes économiques et sociales, non, un peuple de citoyens, des femmes et des hommes qui veulent, les yeux ouverts, façonner leur destin collectif. Durant cette année, le Parlement a beaucoup travaillé. La mission que les Français nous ont assignée il y a un an, vous ne l'avez jamais perdue de vue : renforcer notre économie, définir un modèle social juste et équitable, conforme aux aspirations de notre siècle, restaurer l'autorité de l'Etat et lui donner réactivité et efficacité, relancer l'Europe.

Et vous avez jour après jour oeuvré en ce sens. Vous avez oeuvré dans l'urgence pour tourner la page des politiques et des blocages qui handicapaient lourdement notre pays. Votre action a permis que l'investissement reparte (...) que la lutte contre le terrorisme soit inscrite dans notre droit sans avoir plus recours à l'état d'urgence. (...) Vous avez rendu à la France ses capacités militaires à travers une loi de programmation d'une ambition nouvelle et inédite. (..)

L'année écoulée, oui, aura été celle des engagements tenus. Ce que nous avons dit, nous l'avons fait, dans le dialogue en acceptant les désaccords, mais souvent aussi dans l'unité nationale. Qui l'aurait parié là aussi il y a un an ? (...)

Il n'y a pas d'un côté une action intérieure et de l'autre une action extérieure, c'est la même action s'adressant aux Français ou s'adressant au monde, c'est le même message : nous protéger et porter nos valeurs. Il n'y a pas d'un côté une action économique et de l'autre une action sociale, c'est le même trait, la même finalité : être plus forts pour pouvoir être plus justes.

(...) Le projet de la France pour notre Europe en danger et pour le monde dans lequel l'Histoire a donné à notre pays des responsabilités éminentes et désormais uniques puisque le Royaume-Uni qui siège avec nous au Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de quitter l'Union européenne. Ce projet nous impose d'être forts.

C'est pourquoi nous savons qu'il nous faut redresser notre économie, libérer et soutenir nos forces de création. (...)

C'est pourquoi il nous faut la meilleure armée, les meilleurs systèmes de défense possibles. Dans un monde dangereux, la sécurité et les valeurs de civilisation doivent pouvoir se défendre lorsqu'elles sont menacées. (..)

Ce projet nous impose d'être justes, justes au sein des nations, n'ayant pour nous ni pour notre

Union européenne aucun projet de domination, mais un projet d'équilibre où seront promus nos valeurs et le respect des droits, des droits humains et du droit des nations. Cette voix française du progrès, c'est celle que nous voulons apporter. Face aux peurs du déclassement économique, à la peur culturelle, civilisationnelle, nous devons répondre par un projet fort, économique, social, national et européen.

(...) Libérer l'investissement en France par une fiscalité adaptée, compétitive, c'est ainsi faire revenir dans notre pays les investisseurs étrangers qui l'avaient quitté. L'Etat doit assumer ce choix.

(...) La France doit aussi renouer avec une politique de filières ambitieuse et choisir des secteurs clés où elle concentrera les efforts publics et privés et ainsi créer les conditions qui feront de notre pays la terre privilégiée de l'économie de demain. C'est ce cap que nous avons commencé à fixer pour le numérique et l'intelligence artificielle. (...) C'est pour cela que j'ai présenté en février une stratégie nationale, européenne pour le déploiement de l'intelligence artificielle. (...)

Contre ceux qui pensaient que certaines filières sont condamnées au déclin, nous avons réarmé notre industrie. Grâce aux réformes de cette première année, pour la première fois depuis longtemps en France, des grands groupes étrangers ont décidé de développer dans notre pays des capacités de production, notamment dans l'énergie et l'aéronautique. Il nous faut poursuivre ce travail microéconomique de terrain et poursuivre aussi le travail afin que ce développement industriel puisse se déployer dans un cadre européen loyal. C'est pourquoi la France, avec nombre de ses partenaires, soutiendra la proposition de la Commission européenne d'apporter une taxe sur le chiffre d'affaires sur les géants du numérique qui, aujourd'hui, ne paient pas d'impôts dans nos pays.

(...) Contre ceux enfin qui pensaient qu'il fallait choisir entre croissance et transition environnementale et climatique, nous avons décidé d'équiper nos entreprises, notre économie pour ce grand défi du siècle.(...) C'est pour cela que nous avons pris acte des préoccupations en matière de santé de nos concitoyens pour adapter notre modèle productif et le rendre exemplaire en Europe et en France. (...)

Il est cependant certain que répondre aux peurs contemporaines n'impose pas seulement une action économique et une action sociale. Nous vivons dans un pays qui ressent sourdement la peur d'un effacement culturel, d'un déclin lent de ses propres repères, des repères historiques qui ont forgé notre nation. Le terrorisme, le fracas du monde, l'immigration, nos échecs en matière d'intégration, les tensions de notre société depuis plusieurs décennies s'entrechoquent bien souvent dans la confusion et font germer une peur culturelle, civilisationnelle, le sentiment sourd que ce monde qui advient imposerait de renoncer à celui d'où nous venons avec ses fondamentaux et ses valeurs.(...) C'est pourquoi il nous faut restaurer l'ordre et le respect républicain, c'est-à-dire restaurer cette idée que la démocratie n'est pas un espace

neutre, ouvert à tous les relativismes mais d'abord la reconnaissance partagée des droits et des devoirs qui fondent la République même.

De cet ordre républicain, la sécurité est le premier pilier, car l'insécurité frappe avant tout les plus modestes, les quartiers les plus populaires, les classes populaires et moyennes qui n'ont pas forcément choisi là où elles habitent et en subissent toutes les conséquences. (...)

La sécurité recouvre également la lutte contre le terrorisme. Sur ce point, nous avons poursuivi les transformations indispensables, réarmé notre organisation à tous les niveaux en particulier grâce à la loi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme qui a permis de sortir de l'état d'urgence et d'instituer dans notre droit les instruments indispensables pour lutter contre le terrorisme contemporain.

Nous avons eu à Marseille, à Trèbes, à Paris à subir de nouvelles attaques d'un terrorisme islamiste dont les formes ont changé, qui ne s'appuie plus sur des organisations internationales fortement structurées mais se love dans nos sociétés elles-mêmes, utilise tous les moyens contemporains. De nouvelles décisions seront prises et le travail doit se poursuivre sans fébrilité mais sans relâche, c'est celui d'une génération. Sur ces sujets, le temps est à l'action déterminée et je veux ici rendre hommage à l'ensemble de nos soldats qui combattent au Levant et en Afrique, l'ennemi djihadiste, rendre hommage comme à nos forces de sécurité intérieure qui avec courage et calme assurent la protection de nos concitoyens. (...)

L'ordre républicain, c'est aussi cette nécessité de ramener dans le giron de la République des pans de la société qui s'en sont éloignés, la République n'a aucune raison d'être en difficulté avec l'islam, pas davantage qu'avec aucune autre religion. La laïcité du reste commande qu'elle n'ait pas à en connaître et veut simplement que soit garantie à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire.

Mais il y a une lecture radicale, agressive de l'islam qui se fixe pour but de mettre en cause nos règles et nos lois de pays libres, de sociétés libres dont les principes n'obéissent pas à des mots d'ordre religieux. Il faut que tout le monde sache qu'en France, la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté de critiquer, l'égalité des femmes et des hommes, le respect des choix individuels, tant qu'ils n'attentent pas aux droits des citoyens sont des principes intangibles.

Il que tout le monde sache que nulle mise en cause de ces principes ne peut être acceptée sur le fondement d'un dogme religieux.

La laïcité, c'est le respect réciproque, respect de la société et de l'Etat à l'égard des croyants, respect des croyants à l'égard de la société et des principes d'un Etat qui appartient à tous.

Et je sais que l'immense majorité de nos concitoyens musulmans le savent, le partagent, l'approuvent et sont prêts à participer à cette affirmation de notre République. C'est pourquoi dès l'automne, nous clarifierons cette situation en donnant à l'islam un cadre et des règles garantissant qui s'exerceront partout de manière conforme aux lois de la République.

Nous le ferons avec les Français dont c'est la confession et avec leurs représentants, l'ordre public, la civilité ordinaire. L'indépendance des esprits et des individus à l'égard de la religion ne sont pas de vaines paroles en France et cela impose un cadre rénové, une concorde retrouvée.

Cette démarche avait été différée au nom de cette idée que tout se vaut et qu'au fond, notre pays n'est qu'un assemblage chaotique de traditions et de cultures. Sur ce terrain, n'ont grandi que l'insécurité morale et l'extrémisme politique. Il est temps pour la République de se ressaisir de la question culturelle et considérer de nouveau comme de son devoir de faire émerger non une culture officielle, mais une culture partagée. Si l'école est le creuset de cette culture commune, la société en est la caisse de résonance et nous devons oeuvrer ensemble à rendre la France cette voix, ce timbre, ce regard qui toujours a fait sa singularité, qui sont la confluence de mille rivières mais qu'on reconnaît au premier coup d'oeil.

C'est pourquoi nous faisons tant d'efforts pour le patrimoine. C'est pourquoi nous nous battons pour la langue française partout à travers le monde. C'est pourquoi nous voulons une politique culturelle qui ose dire qu'il est des expressions plus belles, plus profondes, plus riches que d'autres et que notre devoir est de donner le meilleur à tous nos compatriotes. C'est cette politique de l'accès à la culture par l'école et tout au long de la vie et sur l'ensemble de nos territoires. C'est pourquoi enfin nous devons prendre soin de nos auteurs, faire qu'ils soient rémunérés de manière adaptée et défendre leur situation en Europe où des victoires ont été emportées mais où le combat continue. Nous ne voulons pas une culture officielle mais une culture française plurielle et vivante qui puisse continuer à s'épanouir et à rayonner. Nous voulons continuer à produire un imaginaire français.

Cet ordre républicain enfin se construit dans la cohésion nationale et donc dans le rapport à l'autre, l'étranger. La peur que nous devons entendre, c'est bien celle-là et je sais combien ces débats vous ont vous-mêmes préoccupés et je pense que ce sujet ne peut être réglé ni dans l'émotion qui crée la confusion ni dans la fermeture et le repli nationaliste qui ne permettent de régler durablement aucun problème. Nous devons, sur ce sujet encore, nous montrer fidèles à notre Constitution qui protège de manière inconditionnelle ceux qui demandent l'asile, mais impose des règles précises à ceux qui, pour des raisons économiques, quittent leur pays pour rejoindre le nôtre.

L'ordre républicain exige le respect des frontières, des règles pour rejoindre ce qu'est la nation. C'est le principe même de la souveraineté et un devoir d'humanité que notre Constitution prévoit. C'est en respectant cette grammaire que nous devons faire face à nos défis contemporains. Il n'y a aucune solution de court terme, facile, ni celle de l'émotion ni celle de la colère.

Il n'y a qu'une voie exigeante, celle de la République et de la coopération en Europe. Elle passe par une politique que nous devons repenser à laquelle nous devons redonner de l'ambition, un partenariat refonder avec l'Afrique.

Cette jeunesse, aujourd'hui, qui quitte l'Afrique pour prendre tous les risques et qui n'a pas droit dans une large majorité à l'asile, c'est la jeunesse du désespoir, c'est la jeunesse à qui on n'a plus donné de projet, qui vient du golfe de Guinée ou d'une bonne partie du Sahel. La France et, avec elle, l'Europe doivent rebâtir les termes d'un partenariat car cette Histoire contemporaine ne nous rappelle qu'une chose : nous ne sommes pas une île et nous avons destin lié.

La deuxième de nos réponses passera par un renforcement de nos frontières communes en Europe, un investissement assumé que la France porte, voulu, cohérent et par une politique de responsabilité et de solidarité au sein de l'Europe. Toute politique nationaliste de court terme ne réglera en rien la situation migratoire, elle la créera chez l'autre, elle sèmera la division.

Toute politique qui voudrait mélanger toutes les situations et ne pas voir qu'il existe aujourd'hui des situations différentes selon qu'on vient d'un pays en guerre ou selon qu'on n'en vient pas oublie aussi cette cohésion nationale indispensable que nous devons préserver. Mais jamais la France n'acceptera les solutions de facilité que d'aucuns aujourd'hui proposent et qui consisteraient à organiser des déportations à travers l'Europe pour aller mettre dans je ne sais quel camp à ses frontières, en son sein ou ailleurs les étrangers qu'on ne voudrait pas.

Cet ordre républicain auquel nous croyons est le fondement d'une nation d'hommes et de femmes libres. Il repose sur cette tension éthique permanente, celle même de la République qui impose de ne céder à aucune facilité contemporaine. C'est cela aussi une puissance du XXI^e siècle et c'est la vocation de la France d'enraciner sa force dans cette liberté civique quand trop d'observateurs voudraient nous faire croire qu'il n'est de puissance que par la sujétion des individus, par le recul des libertés, par l'affaiblissement des droits.

Pour faire face à la peur de l'effacement, à cette insécurité culturelle et civilisationnelle que j'évoquais, nous avons aussi besoin de porter le projet français pour l'Europe. Ce projet, c'est de retrouver le sens et la substance de notre coopération face à tous les défis que nous pouvons relever uniquement ensemble en tant qu'Européens. Cet engagement, ce projet français a d'ores et déjà permis des avancées réelles que d'aucuns pensaient impossibles jusqu'alors. Nous avons progressé vers une Europe qui protège davantage par une politique de défense dont l'idée même avait été abandonnée depuis 70 ans, par une meilleure régulation du travail détaché assurant la protection des salariés européens, par la défense de nos intérêts communs sur le plan commercial, par la conclusion voici quelques semaines d'un accord franco-allemand de moyen terme qui n'avait pas été fait depuis plus de 20 ans et qui a permis de jeter les bases d'un budget de la zone euro.

Depuis quand n'avions-nous pas attendu les crises pour avancer concrètement ? Cette Europe-là n'est pas incantatoire ni éloignée, elle prend en charge le quotidien des Européens et leurs intérêts vitaux. Toutefois, ces avancées réelles pour lesquelles la France s'est battue ne doivent pas faire oublier les doutes, les divisions. L'Europe est encore trop lente, trop bureaucratique, trop divisée pour affronter la brutalité des changements politiques, sécuritaires migratoires et technologiques. Notre plus grande erreur serait cependant de brandir les spectres du passé et de redouter la répétition de l'Histoire ou je ne sais quelle fatalité européenne du conflit. Ce n'est pas cela qui nous menace.

La vérité est que nos combats d'aujourd'hui requièrent l'Europe car nous ne pourrions être à la hauteur des enjeux contemporains qu'en unissant nos forces avec les nations dont l'Histoire a fait nos partenaires naturels.

Ni les défis commerciaux ni les défis du climat ni les défis de la défense ni les défis économiques et monétaires ne peuvent se relever dans l'isolement et encore moins le défi migratoire que j'évoquais à l'instant. En ces matières, la solution véritable ne peut être que dans la coopération européenne.

Et c'est au coeur de ces interrogations que se joue l'Europe de demain. Elle sera nécessairement une Europe des peuples. Peut-être les 28 peuples qui composent l'Union n'avanceront-ils tous pas au même rang, au même pas, mais ils se montreront capables d'agir ensemble dans des circonstances exceptionnelles, face à des défis qui nous confrontent au plus vif de ce que nous sommes. Au sein de cette Europe, la France fait entendre sa voix avec un projet clair, celui que j'ai présenté en octobre dernier à la Sorbonne, celui d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique, celui d'une Europe qui sera portée par une coalition de volonté et d'ambition et plus paralysée par l'unanimité capturée par quelques-uns.

Mais il faut aussi le dire clairement, la frontière véritable qui traverse l'Europe est celle, aujourd'hui, qui sépare les progressistes des nationalistes.

Et nous en avons pour au moins une décennie. Ce sera difficile mais le combat est clairement posé. Il sera au coeur des enjeux de l'élection européenne de 2019 qui appartient à ces scrutins qui sont aussi des tournants. Et comme au coeur de toutes menaces naît une grande opportunité, c'est sur cette crise que nous fonderons les clés de la puissance européenne, de l'indépendance européenne, de la conscience européenne de demain après 70 ans de paix qui nous ont trop souvent conduits à perdre de vue le sens même de l'Europe.

La crise que nous traversons, nous dit une chose : l'Europe des assis, l'Europe des assoupis est terminée, un combat est en train de se livrer qui finira le projet de l'Europe à venir, celui d'un repli nationaliste ou celui d'un progressisme contemporain.

La France porte sa voix, elle est écoutée parce que c'est une voix forte de c'est la voix de la raison mais aussi la voix de parfois ceux qui n'en ont pas ou n'en ont plus et qui parlent pour la défense des biens communs et je m'attacherai à ce combat.

C'est à ce titre que nous sommes aussi engagés dans d'autres luttes et que la France a fait entendre sa voix lorsque les Etats-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris. C'est pour cela que nous sommes intervenus sur le nucléaire iranien ou dans la crise syrienne, c'est pour cela que la France aujourd'hui est à l'initiative pour réinventer un multilatéralisme fort dont le monde contemporain a besoin. La France de nouveau est cette médiatrice, ce tiers de confiance qui tente de tenir ensemble les équilibres du monde et de trouver les voies d'avenir. C'est ce rôle nécessaire tout à la fois pour notre sécurité, la défense de nos valeurs qu'aujourd'hui nous menons. Je crois dans la possibilité de défendre une démocratie forte et respectée, je crois dans la possibilité de défendre une Europe forte et souveraine, je crois dans la possibilité de

défendre les valeurs universelles qui nous ont faites à travers ce multilatéralisme fort contemporain (...) ./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)